Kabila nommera 1 conseiller spécial pour lutter contre la corruption

PANA, 12/05/2009 Bruxelles, Belgique - Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, annonce un remaniement de son cabinet avant le mois de juin, avec la nomination d'un conseiller spécial en charge de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Dans une interview exclusive au journal belge "Le Soir", dans son édition du week-end, le chef de l'Etat congolais regrette par ailleurs de ne pas avoir eu le soutien ni de la Banque mondiale, ni du Fonds monétaire international (FMI), ni des pays occidentaux pour son projet de lutte contre la corruption dans son pays.

Le nouveau conseiller spécial qu'il va nommer fera partie du groupe de 15 nouveaux collaborateurs dont il a besoin "pour transformer" son pays, a-t-il indiqué. Pour Joseph Kabila, les pays occidentaux le critiquent parce qu'il refuse de recevoir leurs ordres. "Je ne reçois d'ordre de personne sauf de mon peuple, je ne veux exécuter que la volonté de notre population qui souhaite la paix, la reconstruction et le développement du pays, la stabilité", a-t-il martelé à travers les colonnes du journal belge. Il a cité le cas de la Banque mondiale qui a accordé récemment à son pays, qui compte 65 millions d'habitants, un prêt de 300 millions de dollars, pendant que la même institution a octroyé 12 milliards de dollars à la Roumanie pour permettre à ce pays de faire face à crise financière globale. "C'est ce qui explique, a-t-il renchérit, que nous avons décidé de travailler avec la Chine, de même qu'avec la Russie, la Corée du Sud et le Brésil". "Les pays occidentaux ont fait beaucoup de promesses qu'ils ne réalisent pas", a-t-il dénoncé. Le président Kabila qui se trouve à la fin de son mandat qui se termine en 2011, a promis: "que j'obtienne ou non un deuxième mandat, ce qui compte, c'est continuer le travail".